



La certification PRODUIT

* **Bonnes
pratiques
agricoles**

Enjeux*
& **defis**

BNA en bref

BNA est le premier organisme de certification accrédité (ISO 17065 et 17021-1) en Afrique de l'Ouest et Centrale. L'un des objectifs du Bureau est de hisser les PME/PMI aux standards internationaux à travers des services d'évaluation de la conformité, de certification crédibles et sur mesure.

Divers services de certifications sont ainsi développés par BNA; notamment ISO 9001; ISO 22000 ; HACCP ; GLOBALG.A.P. ; Rainforest Alliance (RA) ; Journalism Trust Initiative (JTI). Outre ces services, BNA développe également des labels pour des organes nationaux et privés.

le label NORMALISS, le label Fruits Qualité Côte d'Ivoire (LFQCI), etc.

Le Bureau par sa maîtrise du contexte et de l'environnement des entreprises développe des services de certification sur mesure. C'est aussi un processus d'évaluation transparent, rigoureux, impartial qui garantit la confiance de toutes les parties intéressées.

Enfin, BNA accorde une attention particulière à ses valeurs : l'éthique, la rigueur, la qualité et le respect de ses partenaires.

Audit et certification



Conception & développement de labels



Séminaires de formation



Etudes & projets



S O M M A I R E



6. ACTUALITÉS

Façonner l'agriculture en Côte d'Ivoire

Journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments

Le label NORMALISS présenté à l'IECD - Institut Européen de Coopération et de Développement

La caisse nationale de prévoyance sociale en Côte d'Ivoire reçoit la certification GECE pour sa promotion de l'égalité des chances en entreprise

21^{ème} édition des journées africaines des ressources humaines : BNA contribue au développement de la certification en Afrique

Journée mondiale de l'accréditation : ouverture d'un atelier régional sur la digitalisation des systèmes d'accréditation

15. PAROLES D'EXPERTS

Règlement contre la déforestation de l'UE - RDUE

17. ZOOM SUR

La transformation de la noix de cajou

Une vue de la certification des produits agricoles en Afrique de l'Ouest

24. FÉNÊTRE SUR

L'intermarché & la coopérative ROCFED

Le référentiel pour un
JOURNALISME

FIABLE



Bureau Norme Audit

1^{er} organisme de
certification
JTI
en Afrique



CE23001
ISO/IEC 17065, PROD

ENJEUX ET DEFIS DE LA CAMPAGNE MANGUE

Chers partenaires, collaborateurs et lecteurs,

La mangue ivoirienne se fait un nom, avec un palmarès remarquable, troisième fournisseur du marché européen derrière le Pérou et le Brésil, la spéculation est révélatrice du succès de la stratégie de diversification des produits agricoles d'exportation de la Côte d'Ivoire devenue le premier producteur sur le continent africain.

De 71 tonnes exportées dans les années 1981, la filière mangue revendiquait un peu moins de 10 000 tonnes vendues à l'extérieur en 2011. Un chiffre passé de 22 533 tonnes en 2015 avant de s'établir à un peu plus de 40 000 tonnes en 2019. En 2021, on enregistre des exportations record avec 47 500 tonnes expédiées à l'international.

Ces chiffres témoignent du dynamisme d'une filière mangue prometteuse et résolument tournée vers l'export du fait d'une demande mondiale croissante. Depuis l'année 2018, cette filière s'est engagée dans une restructuration avec la création d'une organisation Interprofessionnelle agricole dénommée Interprofession des acteurs de la filière mangue (INTER-MANGUE). Celle-ci comporte 3 collèges en son sein notamment les producteurs, les commerçants et les transformateurs. Ces différents acteurs sont également regroupés au sein d'un cadre de concertation, soutenu par le ministère du Commerce et de l'Industrie afin de renforcer la gouvernance et faciliter l'intervention des bailleurs de fonds.

Produit particulièrement périssable, la mangue doit en effet répondre à des exigences sanitaires et aux bonnes pratiques agricoles pour accéder aux marchés internationaux, européen ici en l'occurrence.

La campagne mangue est une période de grande production et de commercialisation de la mangue durant laquelle nous faisons face à un gros défi : celui d'évaluer la conformité des produits agricoles de nos clients tenant compte du respect des normes exigées à l'exportation. C'est aussi la période à laquelle en tant qu'organisme de certification, nous réalisons 40% d'audits de certification. Elle revêt donc un enjeu capital à tous égards (la planification, la disponibilité du personnel d'audit, la qualité des audits réalisés la rapidité du traitement post audit etc).

Cette campagne 2024 a été particulière dans la mesure où nous sommes passés à une version supérieure du référentiel GLOBALGAP (la version 6) avec des exigences plus ou moins complexes à mettre en œuvre. Le défi majeur s'est trouvé dans la planification des missions du fait de l'insuffisance des ressources techniques.

Bien que la certification des produits agricoles ne soit pas obligatoire dans la législation internationale, elle est devenue incontournable pour presque tous les importateurs internationaux de fruits et légumes. La plupart des importateurs établis ne travailleront pas avec vous si vous ne pouvez pas fournir une certification agricole.

Cette thématique est au cœur de ce numéro de **CertInfo**

source: www.portabidjan.ci

Marina Ouaga
Directrice Adjointe
des Audits Agricoles

ACTUALITÉS

Façonner l'avenir de l'AGRICULTURE en Côte d'Ivoire



BNA a eu l'honneur d'accueillir une délégation de la Direction des Agro-Industries Intégrées du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, dirigée par Mme YAO Angèle.

La réunion visait à favoriser la collaboration pour promouvoir l'agro-industrie, les normes et les labels dans le secteur. Les discussions ont souligné des objectifs et des activités communs, identifiant des domaines de synergie. Un focus a été mis sur «Normaliss», un système d'hygiène alimentaire ciblant les opérateurs du secteur, qui a suscité l'intérêt de la délégation ministérielle. De plus, l'expertise du BNA en matière de formation a été reconnue comme cruciale par la Direction des Agro-Industries Intégrées.

Mme Yao Angèle, directrice des Agro-Industries a souligné l'importance du renforcement des capacités de son équipe pour améliorer l'accomplissement de sa mission. Mme Olga KOUASSI, directrice générale de BNA, quant à elle réaffirmé l'engagement de sa structure à collaborer avec la Direction des Agro-Industries Intégrées pour faire progresser les initiatives en matière de qualité en Côte d'Ivoire .

Ce partenariat marque une avancée significative vers un usage accru des normes et la promotion de la croissance au sein de l'agro-industrie. Des moments passionnants en perspective pour la qualité et l'innovation en Côte d'Ivoire !



Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments



Le 7 juin 2024 a eu lieu la '**journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments**', instituée par la FAO et l'OMS. Cette journée placée sous le thème « **Se préparer à l'imprévu !** », a été une occasion d'attirer l'attention sur le sujet, en encourageant les actions pour prévenir, détecter et gérer les risques d'origine alimentaire.

BNA a saisi cette opportunité à travers son service de certification des denrées alimentaires pour partager des points sur l'hygiène alimentaire.

A cet effet, il convient de garder en mémoire que les maladies d'origine alimentaire touchent chaque année 1 personne sur 10 dans le monde. On en recense au-delà de 200, certaines bénignes, d'autres mortelles. Pour réduire ces chiffres, l'appel à l'action est clair pour l'industrie alimentaire : se conformer aux normes alimentaires internationales et inciter les employés, les fournisseurs et les autres parties prenantes à développer une culture de la sécurité alimentaire grâce à l'éducation.

Bureau Norme Audit dont la mission est de « répondre en permanence au besoin du marché africain en matière de certification », fédère les experts du sujet autour de la norme volontaire **ISO 22000** et des référentiels associés notamment la méthode **HACCP** et le **label Normaliss**. Nous réitérons à travers cette action notre engagement pour l'évaluation de la conformité du système de management des acteurs de l'agroalimentaire qui souhaitent mieux maîtriser leurs risques sanitaires afin de garantir au consommateur une alimentation toujours plus saine, sûre et durable.



Saviez-vous que BNA est accrédité pour délivrer des certificats ISO 22000 sous accréditation SOAC ?

Il n'y a que 3 organismes de certification accrédités par le SOAC en Afrique qui sont autorisés à délivrer le certificat ISO 22000 et BNA en fait partie : <https://vu.fr/RujpX> (lien en description)

L'ISO 22000 est la norme internationale indépendante unique qui se concentre sur la gestion de la sécurité sanitaire des aliments. Opter pour une certification ISO 22000, c'est choisir de s'engager volontairement dans une démarche d'amélioration continue de la sécurité des aliments. Ce qui permet une véritable reconnaissance des acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Cela offre l'opportunité à tous les intervenants de rassurer leurs partenaires, qu'il s'agisse de clients, d'autorités nationales ou d'exportateurs, quant à leur maîtrise de la sécurité sanitaire des aliments.

Ce qui distingue l'ISO 22000, c'est qu'elle s'adresse à tous les acteurs de l'industrie alimentaire, quelle que soit leur taille, couvrant l'ensemble de la chaîne alimentaire, des producteurs aux prestataires de services associés. Cette norme favorise la communication et simplifie les échanges entre les différents acteurs, ce qui permet de gagner un temps précieux.

De plus, l'ISO 22000 offre l'avantage d'être compatible et harmonisée avec d'autres normes de gestion, notamment l'ISO 9001. Il existe également la possibilité de combiner l'audit de certification avec des référentiels privés, tels que l'IFS. En intégrant les principes HACCP requis par la législation européenne, cette norme couvre également d'autres exigences liées à la gestion de la sécurité alimentaire, comme la communication, la responsabilité de la direction ou la formation du personnel. Elle favorise une amélioration continue à deux niveaux : au niveau du système de gestion de la sécurité alimentaire et au niveau de la méthode HACCP, dont elle reprend les principes.

En fin de compte, l'ISO 22000 offre une approche complète de la sécurité alimentaire.

source: www.bna-groupe.org

Le label NORMALISS présenté à l'IECD - Institut Européen de Coopération et de Développement



Bureau Norme Audit (BNA) a organisé à l'endroit des membres de l'IECD-Institut Européen de Coopération et de Développement une conférence thématique autour du thème « Label Normaliss: une réelle opportunité pour les PME du secteur alimentaire ».

sanitaire des aliments. C'est dans cette lancée que le label normaliss a été conçu pour permettre à ces structures de s'aligner sur les normes internationales grâce à une approche prenant en compte les spécificités locales.

L'activité qui s'est déroulée le jeudi 21 juin 2024 avait pour objectif de sensibiliser les participants aux enjeux liés à l'hygiène alimentaire et d'initier une collaboration pour l'adhésion des membres de l'IECD au projet de labellisation NORMALISS.

NORMALISS est un Label, un système d'hygiène alimentaire ciblant les exploitants du secteur alimentaire les TPE, restaurants, boulangeries, pâtisseries, maquis.... Il vise entre autres à protéger le consommateur des risques liés aux mauvaises pratiques d'hygiène, donner confiance sur la qualité en matière d'hygiène et renforcer la crédibilité des acteurs.

Mesurant ainsi les difficultés que rencontrent certaines structures à atteindre les standards en matière d'hygiène, BNA dans sa mission de répondre aux problématiques actuelles de nos marchés locaux en matière de sécurité



La Caisse nationale de prévoyance sociale en Côte d'Ivoire reçoit la certification GECE pour sa promotion de l'égalité des chances en entreprise.



La Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) de Côte d'Ivoire a été distinguée en tant qu'entreprise mettant en avant une approche axée sur le Genre, la performance, la croissance et le développement (GECE).

Lors d'une cérémonie tenue le 25 juin à l'auditorium de son siège à Abidjan, Plateau, la CNPS s'est vu remettre officiellement son label GECE des mains de la Conseillère spéciale chargée du Genre du Premier ministre, Mme Euphrasie Kouassi Yao, sous la supervision de la directrice du Bureau norme audit (BNA) et de la gérante du cabinet Genre compétitivité et développement durable (GECED).

Avant la remise de la certification, la directrice générale de la BNA, Olga Kouassi, a souligné que la stratégie de gestion de la CNPS était en adéquation avec les objectifs de genre, ce qui a conduit à la validation de l'audit de certification. Selon elle, la CNPS a mis en place une gestion basée sur les attentes et les besoins du personnel, favorisant une répartition efficace des Hommes et des Femmes au sein de l'organisation pour libérer leur plein potentiel.





Gisèle Meledje, gérante du cabinet GECED, a mis en avant les avantages pour une entreprise d'obtenir le label GECE, notamment en termes d'opportunités d'affaires, d'amélioration de la productivité et de reconnaissance en tant que marque prestigieuse. Pour Charles Kouassi, directeur de la CNPS, cette certification marque un engagement fort en faveur de l'égalité des chances entre les sexes et souligne la responsabilité de l'organisation envers ses employés, ses partenaires et la société dans son ensemble.

La certification GECE décernée à la CNPS constitue une première en Afrique et au-delà, en parfaite adéquation avec la vision du président Alassane Ouattara. Euphrasie Kouassi Yao a salué cette initiative et encouragé d'autres structures à suivre cet exemple louable.

Source: Radio Guinée



21ème édition des journées Africaines des Ressources Humaines : BNA contribue au développement de la certification en Afrique



La participation active de Bureau Norme Audit (BNA) aux journées africaines des ressources humaines 2024 tenues du 27 au 29 juin au Radisson Blu Hôtel a marqué une étape décisive dans sa mission de promouvoir l'excellence et la qualité, notamment dans le domaine de la labellisation. Grâce à sa présence remarquée et à ses interactions fructueuses, BNA a renforcé sa réputation en se positionnant comme le premier organisme d'évaluation de la conformité en Côte d'Ivoire et en Afrique, au Label Genre et Compétitivité des Entreprises (GECE).

Durant cet événement phare pour les professionnels du capital humain, BNA, a brillamment représenté la Côte d'Ivoire, aux côtés d'autres entreprises nationales, en mettant en avant ses champs d'intervention et les normes qualité.

Pour rappel, Bureau Norme Audit contribue à répondre en permanence aux besoins du marché africain en matière de certification depuis 18 ans.



JOURNÉE MONDIALE DE L'ACCRÉDITATION

Ouverture d'un atelier régional sur la digitalisation des systèmes d'accréditation.



Ce projet d'envergure régionale qui entend renforcer davantage l'infrastructure de la qualité notamment le pilier "Accréditation", vise, spécifiquement, l'augmentation du nombre d'organismes d'évaluation de la conformité (OEC) accrédités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments grâce à la qualification d'évaluateurs en mobilisant des outils numériques.

Pour Mme Assah Kossiwoa Lolomyo, Vice-présidente du SOAC, en lançant ce projet numérique, son organisme joue, déjà, son rôle de "manière efficace et anticipative" dans la promotion de la digitalisation.

Aussi, a-t-elle remercié "les partenaires, en premier lieu le STDF qui finance ce projet à hauteur de 60%, qui appuie le SOAC dans l'exécution, l'UEMOA et le Gouvernement de Côte d'Ivoire qui ont démontré que notre organisme est inscrit en bonne place dans leurs priorités pour accompagner le développement de nos Etats".

"Au-delà de la Côte d'Ivoire, l'accréditation des OEC est en croissance dans tous les Etats membres, y compris en République de Guinée. Elle reste cependant insuffisante car 70 décisions d'accréditation, dont une soixante d'accréditations actives estampillées SOAC à ce jour, cela demeure un résultat très faible pour des économies en pleine croissance et une population d'environ 142 millions d'habitants dans l'espace communautaire", a relevé Mme Assah.

La vice-présidente de SOAC a lancé un appel à tous les pays membres pour qu'il soit recouru de manière système à des OEC accrédités SOAC pour une meilleure surveillance du marché mais aussi de la santé humaine à l'instar d'autres pays plus avancés.

Au nom de la Présidente du STDF, Mme Nydiane Razafindrahaingo, M. Bernard Bau, responsable du projet au niveau de l'ONUDI à Vienne en Autriche, s'est réjoui de ce projet novateur qui propose d'utiliser "des technologies numériques et des méthodes hybrides dans les processus d'accréditation, d'évaluation de la conformité et de développement des capacités menés par le SOAC".

"Cela permettra aux pays bénéficiaires d'améliorer leurs capacités à vérifier la conformité aux normes et prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, et partant, d'augmenter leurs exportations de produits agricoles", a indiqué M. Bau, soulignant que "l'engagement du STDF, en tant que partenaire des pays ouest africains dans le renforcement de leurs systèmes sanitaires et phytosanitaires n'est pas nouveau".

"Le projet mettra un accent particulier sur la promotion d'une approche collaborative, entre entités du secteur public, comme les différents ministères concernés, mais également avec le secteur privé", a conclu Bernard Bau.

Représentant le ministre du Commerce et de l'Industrie Souleymane Diarrassouba, Emmanuel Tra Bi, Directeur du Commerce audit ministère, a salué le projet qui présente, selon lui, "un grand intérêt pour la sécurité et la santé des populations dans notre espace sous régional" ajoutant que "la numérisation joue un rôle capital dans le développement durable et constitue un puissant vecteur de transformation économique".

"Avec déjà 70 décisions d'accréditations à son actif, depuis son lancement en 2018, le projet se présente, aujourd'hui, comme un véritable catalyseur des activités d'accréditation dans la sous-région", s'est-il félicité avant de procéder à l'ouverture officielle de l'atelier qui a pris fin, après des sessions thématiques.

Source : HS/Top News Africa



Découvrir **différentes cultures**
et travailler dans un contexte
international. Nous intervenons
dans plus de 10 pays !



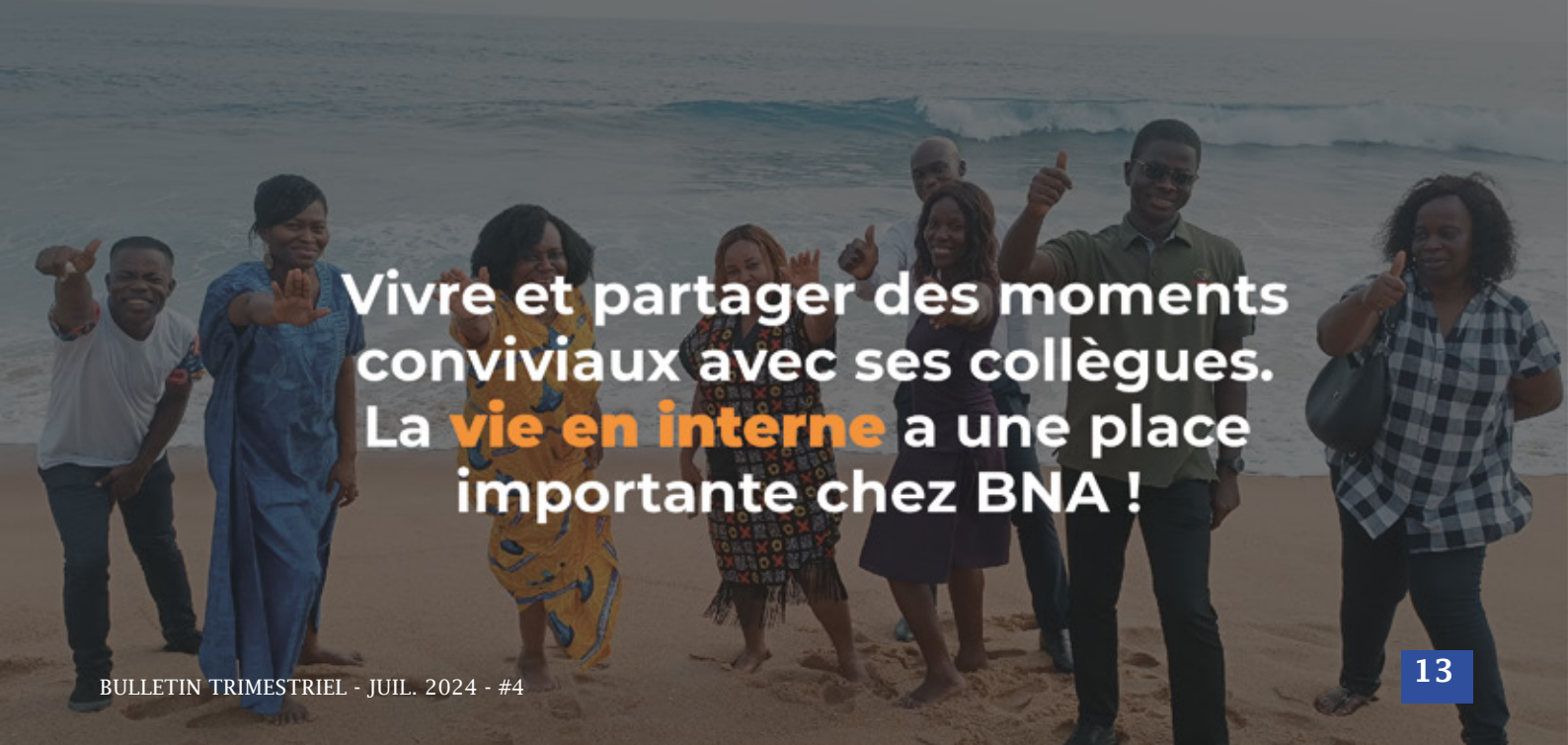
Travailler avec des
collègues engagés,
animés par les mêmes
convictions, **motivés**
et **experts** dans leurs
domaines



vous aussi
donnez du sens
à votre travail



Avoir une relation de
confiance et de
proximité entre les
collaborateurs
et managers, privilégiant
l'autonomie et le
feedback régulier



Vivre et partager des moments
conviviaux avec ses collègues.
La **vie en interne** a une place
importante chez BNA !

A photograph of a forest with sunlight streaming through the trees, creating a warm, golden glow. The sun is positioned in the upper center, and its rays fan out across the scene. The trees are tall and slender, with their trunks visible in the foreground and background. The ground is covered in a layer of green moss or low-lying vegetation.

**RÈGLEMENT CONTRE
LA DÉFORESTATION
DE L'UE - RDUE**

PAROLE D'EXPERTS

Règlement contre la
déforestation de l'UE - RDUE

L'experte Mme DIOMANDE Madoussou explique

Partant du constat qu'une part significative de la dégradation des forêts dans le monde sert la consommation des pays de l'Union européenne, Le Règlement européen contre la déforestation a été adopté afin de lutter contre la déforestation provoquée par certaines productions agricoles et leurs dérivés.

Il établit ainsi des règles sur la mise sur le marché de l'Union européenne, ainsi que leur exportation à partir du marché de l'Union.

cela concerne des éléments qui renferment des produits de base en question, ayant été nourris avec de tels produits, ou fabriqués à partir de tels produits, à savoir les bovins, le cacao, le café, le palmier à huile, le caoutchouc, le soja et le bois. L'annexe I du Règlement énumère les produits en cause.

Le Règlement requiert que les produits en cause ne soient pas mis sur le marché, à moins qu'ils ne remplissent les conditions suivantes :

- Ils ne sont pas issus de déforestation après le 31/12/2020
- Ils sont produits conformément à la législation du pays de production ; en particulier celle sur les droits d'utilisation des terres, la protection de l'environnement, les règles relatives aux forêts, les droits de tiers, les droits du travail, les droits de l'homme protégés par le droit international, le principe du consentement libre, préalable et éclairé, les réglementations dans les domaines de la fiscalité, de la lutte contre la corruption, du commerce et des douanes.
- Ils ont fait l'objet d'une déclaration de diligence raisonnée révélant que les produits en cause sont conformes.

Dans la mesure où le Règlement établit les règles de mise à disposition sur le marché de l'UE et l'exportation à partir de celui-ci, il s'adresse directement aux opérateurs intervenant sur ce marché. Toutefois, la preuve de la conformité à celui-ci se fait à partir des données issues de la chaîne d'approvisionnement desdits opérateurs. Par conséquent, les organisations exportant ces produits à destination de l'UE devront coopérer avec leurs partenaires afin de mettre à disposition les données nécessaires à l'établissement de la déclaration de diligence raisonnée.

A partir du 30 décembre 2024 (30 juin 2025 pour les TPE/PME), les entreprises devront



DIOMANDE Madoussou
Directrice des audits agricoles

mettre en œuvre les obligations établies dans le Règlement. La plateforme digitale d'enregistrement des déclarations de diligence raisonnée est ouverte aux tests depuis mai 2024. Les entreprises peuvent s'y connecter afin d'expérimenter le processus de déclaration de leurs données. Selon le calendrier, sa mise en service officielle devrait avoir lieu en décembre 2024.

Bureau Norme Audit intervient sur différentes études et groupes de travail relatifs à l'impact du Règlement sur les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en Côte d'Ivoire et au Cameroun, en particulier pour ce qui concerne le cacao et le café.

En tant qu'organisme de vérification accrédité ISO 17065, BNA accompagne les entreprises dans leur mise en conformité au RDUE, à travers notamment l'audit indépendant du système de diligence raisonnée mis en œuvre.

— Parôle forte —

Un mécanisme d'évaluation de la conformité fort est la base d'une industrie forte qui soutient la création de richesse et le développement.

Extrait du discours de la DG lors de l'atelier sur la digitalisation des systèmes d'accréditation en Afrique de l'Ouest : Journées de l'Accréditation - #JA2024

OLGA KOUASSI

DG de Bureau Norme Audit,
Présidente de l'Association Ivoirienne des Organismes
d'Evaluation de la Conformité (AIOEC)



**LA TRANSFORMATION
DE LA NOIX DE CAJOU**

ZOOM SUR

LA TRANSFORMATION DE LA NOIX DE CAJOU



Saviez-vous que la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou ? Notre Pays se distingue par la quantité et la qualité de noix de cajou qu'il produit chaque année, contribuant de manière significative à l'économie mondiale de ce secteur. Cependant, nous avons encore du chemin à parcourir ... Malgré cette position dominante, le pays n'est pas encore le leader mondial de la transformation de ces précieuses noix. L'enjeu demeure alors la transformation de sa production.

En effet, La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de fèves de cacao, est devenue premier producteur mondial de noix brutes en 2021. Elle a confirmé sa position en 2023 avec plus de 1,2 million de tonnes devant l'Inde (700 000 tonnes), le Cambodge (650 000 tonnes), le Nigeria (400 000 tonnes), la Guinée-Bissau et le Vietnam (300 000 tonnes chacun), selon les données de Nitidae.

Cette position restera confirmée jusqu'à 2024 avec sa position de deuxième exportateur international d'amandes de cajou, devant New Delhi. L'illustration de son pari réussi

sur la transformation. Il faut relever que sur la période de 2021 à 2024, une convention de partenariat signée entre le Conseil du Coton et de l'Anacarde (CCA) avec le Centre Néerlandais de Promotion des Importations à partir des Pays en développement (CBI), a permis d'accompagner la filière sur la voie de la transformation. Ce partenariat a constitué un élément de soutien d'autant plus que le Royaume des Pays-Bas est l'un des plus gros clients des produits dérivés du cajou ivoirien.

Ce programme s'est inscrit dans le cadre de la stratégie de positionnement des produits ivoiriens du cajou sur les grands marchés internationaux. Il constitue un élément de soutien à la politique de développement de la transformation locale des produits brutes du cajou (noix et pomme).

Bureau Norme Audit (BNA) a effectivement participé aux différentes séances de travail avec le Conseil du Coton et de l'Anacarde, les Producteurs et des Transformateurs. Pour sa contribution en termes de Formation, Bureau Norme Audit reste disposé à les former pour le système intégré QSE, sur la RSE, sur les Normes ISO 9 001 comme ISO 26 000, également en Métrologie ou sur la Traçabilité.

La transformation locale des noix de cajou implique la commercialisation de nouveaux types de produits et donc l'orientation vers de nouveaux marchés, dont la conquête impose de se conformer à des exigences plus grandes.



Les consommateurs devenant de plus en plus exigeants et ne se contentant plus seulement de la qualité intrinsèque du produit, mais aussi de la responsabilité de l'entreprise productrice vis-à-vis des effets qu'elle exerce sur la société.

La certification des productions de noix de cajou, comme du système de transformation se révèlent être des actions auxquelles Bureau Norme Audit apporte sa contribution à travers ses audits SMETA et la possibilité de se faire certifier sur d'autres normes touchant également leurs activités agricoles comme Rainforest Alliance, le BIO et GLOBALG.A.P.

Le Groupement des Industriels du Cajou en Côte d'Ivoire (GIC-CI), qui représente 85% du volume des amandes de cajou produites, confirme que ce sont plus de 300 000 tonnes de noix de cajou qui sont actuellement transformées localement dans environ 30 usines à travers le pays, notamment à Boundiali, Odienné, Yamoussoukro et bientôt à Korhogo, créant ainsi des milliers d'emplois pour les femmes et les jeunes.

L'objectif du Groupement des Industriels du Cajou est de rendre le secteur plus compétitif à l'international en augmentant la production transformée à plus de 500 000 tonnes dans les prochaines années afin de maintenir la valeur ajoutée dans le pays d'origine et de contribuer au développement économique ivoirien. C'est aussi l'occasion pour Bureau Norme Audit de sensibiliser ces unités aux enjeux liés à l'hygiène alimentaire autour des Labels HACCP et NORMALISS, de réelles opportunités pour celles-ci.

Ces labels visent entre autres à protéger le consommateur des risques liés aux mauvaises pratiques d'hygiène, donner confiance sur la qualité en matière d'hygiène et renforcer la crédibilité des acteurs. Au mieux, l'ambition de la Côte d'Ivoire est de réussir à transformer plus de 50% de sa production d'ici 2030. La collaboration entre les producteurs, acheteurs et transformateurs est alors cruciale.

C'est en ce sens que la contribution d'un Organisme de Certification, comme Bureau Norme Audit, pour la Certification des produits des Coopératives est d'une importance capitale. Cette touche demeure très importante dans la mise à disposition aux Transformateurs de produits certifiés et de qualité et aux Exportateurs de produits dont la traçabilité reste de mise.

DIOMANDE Madoussou
Directrice des audits agricoles



Label Normaliss,

l'oeil du consommateur dans la cuisine



A smiling man wearing a straw hat and a light brown shirt is crouching in a lush green field. He is holding two large, round, yellow fruits in his hands. The background is filled with green foliage and trees.

UNE VUE DE LA CERTIFICATION DES PRODUITS AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

UNE VUE DE LA CERTIFICATION DES PRODUITS AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Cacao ivoirien certifié « ARS 1000 », ainsi que son ananas estampillé « label fruits qualité », mangues sénégalaises labellisées « commerce équitable » ... La certification des produits agricoles africains bat son plein, portée par la demande des pays développés. Cette agriculture pour l'export avec son poids dans l'économie et la création d'emplois est encouragée par les États du continent.

Gage de qualité et d'éthique pour les consommateurs, l'impact de la certification sur les productions africaines se révèle très bénéfique. Certains, comme l'experte agronome, membre du comité communautaire d'évaluation de la conformité de la CEDEAO (ECOCONF), Olga KOUASSI, y voient une nécessité pour le secteur

Accès à des marchés à fort pouvoir d'achat

La certification présente plusieurs avantages pour les productions africaines. Le principal est l'accès à des marchés à fort pouvoir d'achat (États-Unis, Europe et Asie). « Le label fruit qualité Côte apporte une valeur ajoutée à nos produits locaux, crée une transparence et une confiance accrue pour les consommateurs, donne une image professionnelle, améliore les conditions de travail et de vie des exploitants », a souligné M.Fae Monké Adrien, coordonnateur du PARCSI (Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel), lors du lancement dudit label en décembre 2022.

En outre, il a précisé que ledit label garantit la qualité sanitaire, phytosanitaire et marchande des fruits et légumes tout en leur facilitant l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Ce label est né dans la mise en œuvre de la nouvelle politique industrielle fondée sur le plan d'action national de développement 2021-2025 à l'initiative du ministère du Commerce et de l'Industrie.

La certification fait émerger des success-stories sur le continent

Autre bénéfice, les labels contribuent à la structuration des filières locales via la création de coopératives, l'installation d'unités de transformation et la mise en place de circuits d'acheminement. En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial d'or brun, Ecookim, qui produit sous quatre certifications (Fairtrade, Rainforest Alliance, AB, USDA organic), a construit un réseau de plus de 35 coopératives de cacao et d'anacarde. Au Burkina Faso, Coopake, qui a débuté avec la mangue bio et équitable, s'est diversifiée dans la noix de cajou et l'hibiscus, soutenue par le français Ethiquable.

Au Bénin, le Réseau des producteurs d'ananas (RépaB) organise la filière certifiée en partenariat avec la start-up Les Jus Tillou. « Même si elle repose sur une stratégie de niche, la certification fait émerger des success-stories sur le continent », assure Pierre Ricau, analyste de marchés chez Nitidæ.





Parôle forte

La création de l'AIOEC est née de la prise de conscience que les intérêts des organismes d'évaluation de la conformité ne peuvent mieux être défendus que par eux-mêmes, et ce, à toutes les tribunes.

Extrait du discours de la DG lors de l'atelier sur la digitalisation des systèmes d'accréditation en Afrique de l'Ouest : Journées de l'Accréditation - #JA2024

OLGA KOUASSI

DG de Bureau Norme Audit,
Présidente de l'Association Ivoirienne des Organismes
d'Evaluation de la Conformité (AIOEC)

INTERVIEW

Présentez-nous l'intermangue

InterMangue est une organisation interprofessionnelle agricole créée en décembre 2018. Elle a pour objectif de défendre les intérêts de ses membres, d'être l'interlocuteur vis-à-vis des pouvoirs publics, de créer les conditions d'amélioration de la vie de ses membres. Elle se compose de 3 collèges : les Producteurs; les Commerçants (exportateurs, acheteurs locaux et techniciens de récolte); et les Transformateurs.

Que signifie pour vous la qualité ?

La qualité est une notion qui fait référence à l'observation d'un certain nombre de critères, d'exigences, qui font la satisfaction des clients ou consommateurs.

À mon sens, elle représente un processus qui permet d'assurer la bonne adéquation entre les moyens et des objectifs de progrès, c'est-à-dire d'améliorer et de garantir une performance. C'est dans ce sens qu'elle va au-delà d'un système de management et de procédures en visant l'amélioration de la performance elle-même. Donc toute la problématique réside dans le fait d'allier qualité et performance.

En tant que gérant de la coopérative ROCFED, comment avez-vous apprécié la qualité de la prestation de Bureau Norme Audit?

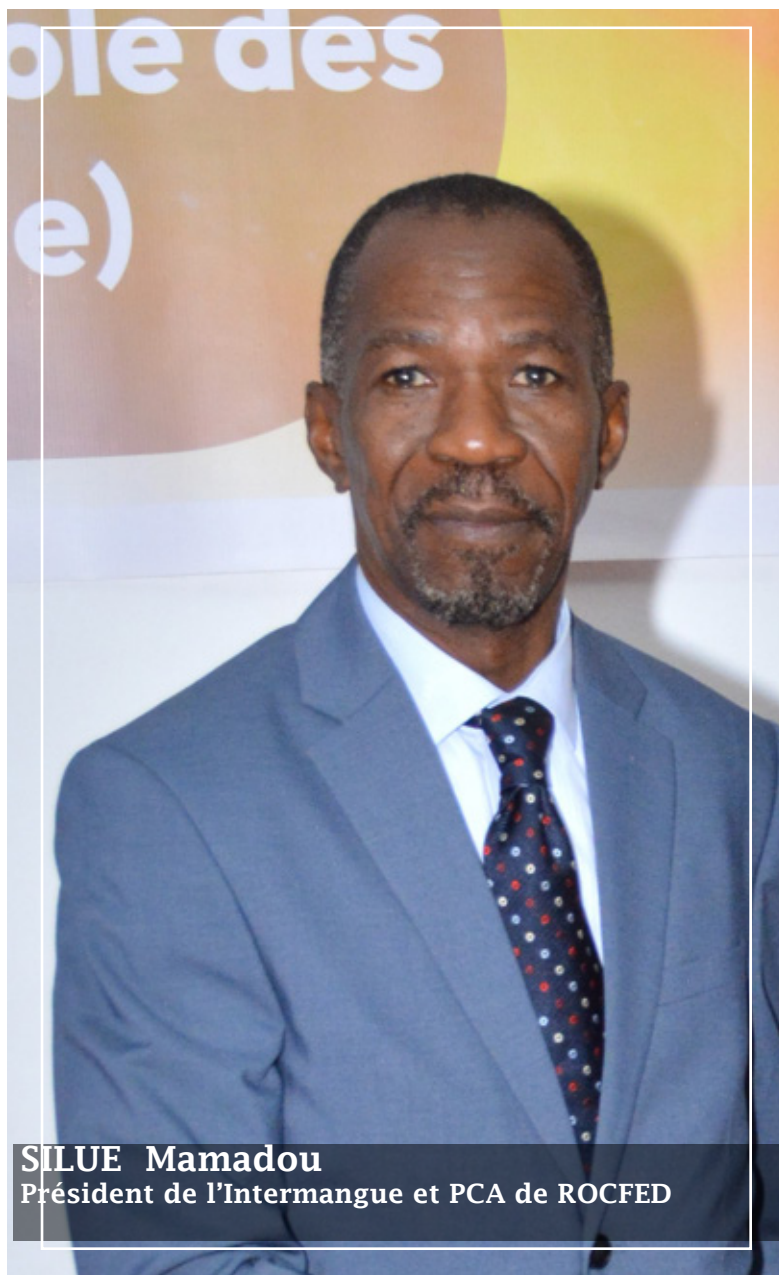
ROCFED Sarl estime que Bureau Norme Audit offre des prestations de bonne qualité, en tant qu'organisme de certification. Cela se traduit par le professionnalisme de ses auditeurs sur le terrain, et aussi par l'efficacité avec laquelle les plans d'audit sont programmés et réalisés.

Quelles ont été les plus grandes difficultés lors de ce processus de certification ?

L'introduction ou la mise à niveau des producteurs ou travailleurs des centres de conditionnement, dans le cadre de l'application des exigences des référentiels.

Pensez-vous que la certification des produits aide-t-elle vraiment les producteurs ?

La certification des produits permet aux producteurs de pouvoir vendre leurs produits sur les marchés européens et orientaux, de s'approprier des notions de bonnes pratiques agricoles, de protection de l'environnement et de la flore etc



SILUE Mamadou
Président de l'Intermangue et PCA de ROCFED

Aue diriez à ceux qui hésitent, à s'engager dans un processus de certification

Il faut savoir que les certifications sont des passeports pour pouvoir vendre sur les marchés internationaux et même nationaux. Les certifications sont un passage obligé si l'on veut atteindre un type de clients exigeants, soucieux de la qualité des produits et services à offrir aux consommateurs.

Votre mot de fin

Les certificats sont une garantie de qualité, ce qui est une excellente chose pour les consommateurs en général, cependant les coûts supplémentaires engendrés par le processus de certification ne peuvent être à ce jour répercutés sur le coût des produits ou services proposés aux consommateurs.

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE



BNA, votre organisme de certification
DOUBLEMENT ACCRÉDITÉ

ISO 17065

par DAKKS,
N° D-ZE-19245-01-00

ISO 17021-1

par SOAC,
N° CS20001

Siège Abidjan, 2plateaux, 06 BP 2707 Abidjan 06, rue J61 Immeuble AIAFD
Tel : +225 27 22 42 62 18 ; Fax : +225 27 22 42 66 29 ; Cel : +225 01 72 90 90 79
info@bna-ci.com / certificationsm@bna-ci.com / www.bna-groupe.org